

CONVENTION SUR LES MODALITES DE REVERSEMENT DES PRODUITS DE FORFAITS DE POST-STATIONNEMENT ENTRE LA VILLE DE OUISTREHAM ET LA COMMUNAUTE URBAINE CAEN LA MER

ENTRE

La ville de OUISTREHAM

Hôtel de Ville, Place Albert LEMARIGNIER, 14150 OUISTREHAM

Représentée par Monsieur BAIL Romain en sa qualité de Maire

En vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 12 février 2024

ci-dessous dénommée la Ville

Et

La Communauté Urbaine Caen La Mer

16 rue Rosa Parks I, 14027 Caen

Représentée par Monsieur OLIVIER Aristide en sa qualité de Rapporteur Général

En vertu d'une délibération du conseil communautaire en date du 21 mars 2024

Ci-dessous dénommée la Communauté Urbaine

Ensemble dénommées « les parties ».

Il est rappelé :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, date d'entrée en vigueur de la dépénalisation du stationnement payant, l'automobiliste s'expose à un forfait post-stationnement (FPS) en cas d'absence de paiement ou d'un paiement insuffisant du stationnement sur voirie.

En application de l'article L.2333-87 du CGCT, la ville a donné un avis favorable d'établir un FPS tel qu'exposé dans la délibération du 11 décembre 2017.

Le montant du forfait de post-stationnement est fixé à 35€.

Le FPS devra être réglé en totalité dans les trois mois suivant la notification de l'avis de paiement.

A défaut, le FPS sera considéré impayé. En vue du recouvrement du FPS, un titre exécutoire sera émis par l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) et transmis à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). Les montants recouverts au titre du FPS sont reversés selon une périodicité mensuelle à la Ville.

La Ville de Ouistreham avait confié à compter de 2016 par délégation de service public à la société Indigo la mise en place et la gestion de son stationnement payant. Par avenant en cours de contrat, la mise en place du FPS avait été confiée au délégataire. Au terme de cette concession et à compter du 01/04/2024, un nouveau marché relatif à l'exploitation du stationnement payant et à la fourniture d'équipements de contrôle a été attribué à cette même société Indigo. Ce marché qui couvre les années 2024 à 2027 inclue des prestations qui concourent à nouveau à la mise en place du FPS.

En application de l'article R 2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, le reversement des FPS s'effectue « déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre des FPS ».

Il est prévu qu'à compter du 1^{er} janvier 2024, les recettes issues des FPS encaissées par la Ville seront reversées à la Communauté Urbaine.

En ce sens, la Ville et la Communauté Urbaine ont décidé de signer une convention aux fins d'organiser le reversement des recettes issues des FPS.

Il est donc convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

La régie encaisse au même titre que les redevances de stationnement sur voirie, les forfaits post-stationnement.

ARTICLE 2 :

Le versement des recettes issues des forfaits post-stationnement se fait auprès du comptable de la trésorerie de la ville de Ouistreham pour être ensuite reversées à la Communauté urbaine.

ARTICLE 3 :

Le versement des recettes issues des forfaits post-stationnement s'effectue déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre des forfaits post-stationnement, conformément à l'article L.2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Si le total des coûts de mise en œuvre est supérieur ou égal au produit des forfaits de post-stationnement perçu, le versement de la Ville à la Communauté Urbaine est nul.

Les coûts de mise en œuvre des forfaits post-stationnement à la charge de la Ville et déductibles du reversement à la Communauté Urbaine correspondent :

1. à la gestion centralisée des FPS dont le montant s'élève à 2 500€^{HT}/an et sera actualisé annuellement selon les termes du marché (prix 7.3).
2. à la mise à disposition de 5 terminaux nomades dont le montant s'élève à 5 020€^{HT}/an et sera révisé annuellement selon les termes du marché (prix n°5.1) ainsi qu'aux coûts de maintenance, eux même actualisés annuellement (prix n° 5.1).
3. aux abonnements des cartes SIM.
4. aux frais facturés par l'ANTAI de gestion des avis de paiement et du recouvrement dont les montants sont fixés par la convention relative à la mise en œuvre du forfait de post-stationnement entre la Ville de Ouistreham et l'ANTAI alors en vigueur.
5. à la formation des agents à l'outil pour un montant de 1000 €^{HT}.
6. aux frais de gestion interne des recours administratifs préalables obligatoires (RAPO) et recours contentieux devant la commission du contentieux du stationnement payant (CCSP) selon un prix unitaire de 32€^{net}.
7. aux frais de personnel ASVP (Agent de Surveillance de la Voie Publique) dédié au contrôle du stationnement ainsi qu'à leurs équipements professionnels.

Ces montants seront réactualisés tous les ans selon les dépenses réelles.

Le reversement des sommes dues à la Communauté urbaine se fera suivant un rythme annuel en N+1.

ARTICLE 4 : Durée de la Convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature entre les parties. Elle porte sur les produits des forfaits post-stationnement encaissés par la Ville à compter du 1^{er} avril 2024.

Elle s'achèvera le 30 octobre 2027, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance.

Toute modification des conditions de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les parties.

ARTICLE 5 : Règlement des différends

Tout litige relatif à l'application ou à la dénonciation de la présente convention sera soumis, après épuisement des voies amiables, au tribunal administratif de Caen.

Fait en trois exemplaires à Caen, le

Pour la Communauté Urbaine Caen la Mer
Pour le Président et par délégation
Le Rapporteur Général,

Pour la Ville de Ouistreham,
Le Maire

Aristide OLIVIER

Romain BAIL